

## INTRODUCTION

« Qui a besoin encore de preuves que nous sommes entrés pour de bon dans la société du *risque* ? », interroge Bruno Latour dans sa préface à l'édition française de l'ouvrage *La société du risque*, du célèbre Ulrich Beck (2001, 7). Les catastrophes climatiques et industrielles, la criminalité transnationale ou encore la récente pandémie de Covid-19, démontrent combien la question du risque est désormais au cœur de nos préoccupations, qu'elles soient sociales, économiques, politiques ou même éthiques. En plein cœur de la pandémie du Covid-19, Tedros Adhanom Ghebreyesus, Directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) déclare le 6 mai 2020 « combien il est important de pouvoir compter sur des systèmes de santé robustes à l'échelle nationale et infranationale » pour permettre de garantir une « sécurité sanitaire à l'échelle mondiale ». Dans son allocution, il souligne les écarts problématiques d'accès aux soins et générateurs d'une autre forme de risque, à savoir celle de la déstabilisation de « la sécurité mondiale » et du « développement économique ». La pandémie a en effet eu pour conséquence de défier les régimes démocratiques décidant de mesures d'exception dans l'urgence ; de mettre à mal

des pans entiers de certains secteurs économiques contraints à cesser leurs activités, tels que ceux de la restauration ou de la culture ; ou encore de susciter une augmentation des tensions sociales, voire une polarisation dans certains cas (comme l'ont montré les résultats serrés de l'élection présidentielle américaine de 2020), au fil des décisions politiques prises depuis le début de l'année 2020.

Cette pandémie mondiale a ainsi révélé combien la question du risque et sa gestion irriguent aujourd'hui différents domaines politiques : la santé, l'économie, la sécurité des personnes, l'environnement ou bien encore l'industrie. La notion de risque regroupe aujourd'hui différents contextes, différentes significations, et ce dans différents domaines et activités. Cependant, cette compréhension du risque comme d'un phénomène extrêmement hétérogène, n'a pas toujours intégré de cette façon l'ensemble des pans de la société. Ce n'est en effet qu'à partir des années 1980 que les sciences sociales commencent à « penser » le risque et qu'apparaissent des « experts » du risque.

### **Des risques prévisibles à l'incertitude du risque**

Le concept du risque comme question actuelle émerge avec l'apparition de ce que le sociologue allemand Ulrich Beck a appelé l'« hyper-modernité », qu'Anthony Giddens a défini à partir de quatre piliers : capitalisme, industrialisme, surveillance et militarisme (1991, 59). Plusieurs auteurs avaient souligné avant eux la dimension de plus en plus incertaine du risque et les implications de la figure de l'« individu », notamment dans un contexte marqué par la dégradation du climat, les conséquences économiques des chocs pétroliers ou encore la catastrophe de la centrale nucléaire de Tchernobyl (Douglas et Wildavsky, 1983 ; Short, 1984 ; Lagadec, 1981, 1988 ; Luhmann, 1984, 1991 ;

Ewald, 1986). Le développement de conséquences de plus en plus incertaines et imprévisibles pour la vie sociale avec notamment l'introduction des technologies digitales et des réseaux sociaux, fait alors apparaître, comme le souligne le sociologue David Le Breton, une « demande de sécurité », à laquelle les experts répondent en se prévalant de pouvoir sortir de la fatalité de l'incertitude (2017, 7).

Le risque se situe désormais en amont ou en aval de toutes formes d'existence humaine, dans la mesure où celle-ci est toujours vulnérable et précaire. Il peut ainsi correspondre, comme il est devenu usuel de l'appréhender, à la probabilité d'un danger, à une menace latente, une mauvaise surprise ou du moins un événement néfaste. Mais il peut aussi être un terreau créateur. Dans ce cas, il revêt une dimension positive souvent associée à une logique de progrès. Sans la prise de risque, il n'y a pas de croissance économique, d'innovation, d'évolution, de progrès, de nouvelle forme d'existence. La vie elle-même, tant elle est précaire, est issue d'une succession de risques : le risque d'une rencontre et de la confiance envers un ou une autre peut être remis en question ; la grossesse chez une femme et la probabilité d'aboutir à la naissance d'un ou plusieurs enfants est également soumise à de nombreux aléas ; la mise en œuvre d'un projet politique collectif ou bien encore d'entreprendre un projet professionnel, sont autant d'exemples auxquels la prise de risque est source de création et d'existence. Il y a ici le risque de l'échec mais également celui de la réussite et de la concrétisation. Mais c'est bien le risque de danger, d'échec, de catastrophe ou encore de rupture de la routine, de l'accident, de la maladie, pouvant se produire à tout instant, dans tous les domaines et dans tous lieux, qui occupe les préoccupations politiques et géopolitiques.

Beck expliquait à la fin des années 1980 que la question du risque est au cœur de nos sociétés contemporaines, les obligeant non plus à faire face à des probabilités, mais bien à des « menaces » liées désormais à la modernité et à l'évolution des technologies ([1986], 2001). Comme dans le cas de la pandémie de Covid-19, le risque apparaît alors immatériel, presque imperceptible et donc difficilement quantifiable ou du moins mesurable. Le sociologue remettait en question l'idée que le risque serait un fait donc empirique, un objet stable, tout en laissant de côté sa dimension subjective. Il se situe en ce sens au carrefour de deux conceptions du risque plus traditionnelles, à savoir celle reposant sur une épistémologie que nous qualifierons de réaliste reposant sur une démarche positiviste, et l'autre plus réflexive que nous qualifierons de constructiviste.

Dans la première approche, le risque est compris comme un objet stable et donc mesurable, un danger objectif qui existe indépendamment de tout contexte singulier, de toutes différenciations de perception. Dans la seconde, le risque est un construit qui repose sur un contexte spécifique et des perceptions façonnées par des représentations et des connaissances culturelles, sociales ou encore politiques. Le sociologue de la « société du risque » s'inscrit ici entre ces deux approches en reconnaissant qu'il existe des risques objectivables, tels que les tremblements de terre ou les éruptions volcaniques, mais qui existaient avant l'intervention de la modernité et de l'intervention humaine. Il distingue ainsi ces risques objectifs qui relèveraient de la « nature », de ceux moins rationnels qui relèveraient de la culture, et explique que la modernité produit une hybridation de ces différents risques. La pandémie de Covid-19 vient parfaitement

illustrer cette hybridation du danger dans nos sociétés globalisées. Mais cela permet-il réellement d'appréhender l'ensemble des enjeux du risque ici ?

### **Comment penser le risque au XXI<sup>e</sup> siècle ?**

Les études et expertises actuelles sur la question du risque, notamment en France, souffrent à notre sens de plusieurs limites que nous chercherons à dépasser dans cet ouvrage. En effet, la première limite est que le risque et son analyse demeurent très marqués par les approches positivistes, qui consistent rappelons-le à considérer le risque de manière globale, rationnelle et quantifiable. S'il ne s'agit pas ici de remettre en question l'existence de risques probables et mesurables, nous interrogeons en revanche le traitement de risques, eux, incertains, empreints d'ignorance, mais appréhendés comme une « incertitude quantifiable », pour reprendre les mots de Le Breton (2017, 3).

Une autre limite qui nous apparaît particulièrement visible dans le champ français des sciences et de l'expertise est le cloisonnement disciplinaire du traitement du risque. Si la notion de risque est interrogée dans presque tous les domaines académiques, les différentes disciplines ont du mal à interagir entre elles. Or, en dépit d'épistémologies et méthodologies différentes, toutes ces disciplines convergent en réalité vers une même culture du risque, celle de la possibilité d'un danger, d'une menace ou de dommages, de déstabilisation du politique par le risque.

La connaissance et la production de savoir autour de la question du risque demeurent également très occidentales, rationalistes et masculines. Nous verrons que cela a nécessairement une incidence sur les politiques et les

expertises mobilisées dans le traitement du risque. Les conséquences épistémiques impactent inévitablement les perceptions du risque et les réponses politiques ou matérielles qui sont alors mobilisées. Ces connaissances et ceux qui les portent définissent les rationalités « légitimes » dans les espaces du risque, et doivent également être interrogées.

Enfin, Le Breton n'oublie pas de pointer aussi le rôle joué par les médias dans ces constructions du risque (Le Breton, 2017, 51). Il est en effet de plus en plus question dans les médias ou les discours politiques, de « risques géopolitiques ». À travers le traitement et la diffusion d'images de catastrophes, qu'elles soient naturelles ou humaines, ils décuplent les perceptions de probabilité du risque. La diffusion en direct des attentats du 11 septembre 2001 ou plus récemment des explosions au port de Beyrouth le 4 août 2020, ont participé à la spectacularisation des catastrophes, rendant plus probable la réalisation de telles catastrophes dans la perception du grand public. Le Breton évoque également « l'illusion de contrôle » du risque (2017, 51) en soulignant notamment que cette illusion de sécurité « rend vulnérable, car il relâche la vigilance » : « Ce comportement traduit la tendance courante à surestimer ses compétences, à se montrer confiant dans ses manières de sentir le danger ou de le prévenir » (2017, 54). Ajoutons à cela la dimension émotionnelle que cela produit, provoquant un raccourcissement du temps de réaction, au détriment d'une analyse post-émotionnelle plus rationnelle.

Il ne s'agira pas ici d'établir et d'étudier une typologie de risque mais bien de questionner ce qui est appréhendé comme un risque au sein de ce que le sociologue et économiste américain, Immanuel Wallerstein, appelle « système-

monde » (2001). En effet, bien qu'elles puissent servir d'outils, ces classifications demeurent trop imprécises et souvent ne s'appliquent qu'à des contextes très spécifiques. Elles ne nous seront donc pas utiles ici. Nous conviendrons cependant de caractéristiques qui définissent le risque, quelles que soient ses conditions d'appréhension et de perception.

### **Pour une géopolitique réflexive « du » risque**

On admettra ici que l'intensification de la mondialisation et la démultiplication des solutions technologiques proposées aux problèmes humains et, plus ou moins encore, naturels ont fait émerger de nouvelles problématiques et de nouveaux enjeux géopolitiques. La mondialisation des risques a eu pour conséquence simultanée de délocaliser la gestion des risques, comme nous l'ont démontré les problèmes de production de masques ou de vaccins pendant la pandémie de Covid-19. Les solutions ont ici été avancées et coordonnées au niveau supranational, voire international, bien que les décisions d'action se soient faites au niveau des territoires nationaux (choix de confiner sa population, obligation de porter des masques, mise en place de couvre-feu, fermetures des frontières, etc.)

Depuis la fin du xx<sup>e</sup> siècle, c'est dans cette logique extra-territoriale, mais également transdisciplinaire, que la question du risque s'est introduite au centre des préoccupations géopolitiques, décloisonnant à la fois les territoires, les disciplines et surtout les imaginaires, et rendant ainsi nos sociétés de plus en plus complexes et en proie à l'incertitude.

Le risque ne connaît en effet pas de frontières, ni terrestre, ni maritime, ni atmosphérique, ni même humaine ou idéologique ; il touche ainsi aussi bien les êtres vivants

que les objets ou même que notre Terre elle-même. Ce qui évolue et se modifie, ce sont finalement les expériences que l'on s'en fait et les décisions et productions de nouveaux risques que l'humain introduit. L'expérience renvoie à des enjeux à la fois culturels et identitaires. Un individu va ainsi concevoir et appréhender la question du risque, à partir de son histoire personnelle, de sa culture, de son éducation, des expériences collectives au sein de la société dans laquelle il évolue, mais également en fonction de son âge, de son sexe, des représentations que les autres membres d'une société vont avoir de lui (les stéréotypes qu'il renvoie). Nous construisons ainsi le sens et les représentations à lui donner, tout comme ses conséquences.

Le risque est inhérent à toutes formes d'interactions sociales, qu'elles soient relationnelles ou non (évoluer dans un même espace sans forcément interagir physiquement), nous incarnons tous un risque potentiel pour soi et pour les autres, puisqu'il questionne nos choix, nos décisions, notre responsabilité, notre confiance, nos réactions face au risque du danger ou d'échec, ou bien de chance ou de réussite.

Cette complexité des enjeux ayant trait à la question du risque oblige à l'aborder avec des outils permettant d'appréhender l'ensemble des facettes qui le façonnent et le conditionnent. L'approche géopolitique apparaît alors comme un formidable outil d'analyse. Cependant, il ne s'agit pas de recourir à la géopolitique classique, qui répond à une perspective très positiviste, comme évoqué ci-avant, et surtout très territoriale. En effet, ce que nous appelons ici géopolitique du risque, invite à décentrer le regard en opérant une analyse « critique » au sens épistémologique du terme et à dépasser un modèle analytique souvent très binaire et suivant une logique frontalière. Le monde a évo-

lué notamment depuis la fin de la Guerre froide où l'approche classique de la géopolitique avait pu trouver une certaine légitimation en opposant la sûreté au danger, le bien au mal, le sain au malsain, le beau au laid, le civilisé au barbare, l'innocent au coupable, etc. Cette structure discursive imaginaire qui oppose le « nous » à « l'autre » impose finalement une logique sécuritaire également dominante, celle de la barrière. Or, les frontières sont de plus en plus poreuses par exemple entre global et local, externe et interne, entre sécurité et insécurité, entre le soi et l'autre, etc. La géopolitique du risque permet ainsi, au contraire, de questionner les représentations en présence, et de mobiliser de manière réflexive, les outils et analyses issus de différentes disciplines, telles que les relations internationales, les sciences politiques, la sociologie, l'histoire, la géographie, etc. Elle est un carrefour au sein des sciences humaines, mais également avec les études sur le risque, issues de disciplines comme la santé, la finance, l'économie, l'énergie ou encore le numérique. Elle permet de faire dialoguer des disciplines académiques qui peuvent parfois nous sembler très éloignées afin de mieux réfléchir et anticiper les enjeux technologiques et sociétaux de demain.

Enfin, la géopolitique du risque questionne également la positionnalité des acteurs et de ceux qui produisent la connaissance légitime dans un contexte donné ; elle interroge les subjectivités alimentant les représentations de ce qu'est une menace et par conséquent celles du risque. La géopolitique du risque est finalement la science de la gestion politique de cette potentialité paradoxale que les dangers sont à la fois omniprésents et nulle part, perçus mais pas vus.

Ce livre s'appuie sur plusieurs années de recherche qui ont pris corps au sein de la Chaire de géopolitique du risque à l'École normale supérieure, ainsi que du sémi-

naire en place depuis six années désormais et ayant réfléchi à la question du risque de manière pluridisciplinaire, à travers les thématiques de l'incertitude, la responsabilité, la technologie ou encore la globalisation. Nous avons ainsi pu alimenter nos réflexions grâce aux interventions de sociologues, philosophes, chercheurs en système d'information ou intelligence artificielle, internationalistes, politistes, anthropologues, criminologues, biologistes, agronomes, mathématiciens, géographes, mais également des « praticiens » dont les activités professionnelles les confrontent dans la pratique à l'ensemble de ces enjeux. Les interventions de diplomates, politiques, avocats, assureurs, analystes financiers, médecins, économistes, concepteurs d'algorithmes, humanitaires, cyber analystes, conseillers en communication ou encore magistrats, ont permis de nourrir l'ensemble des réflexions géopolitiques en matière de risque grâce à des cas empiriques très concrets. Il s'agit ici d'en restituer les interrogations soulevées, les réponses suggérées, et de présenter les résultats des recherches que nous avons pu mener en parallèle de ces réflexions grâce à cette discipline carrefour qu'est la géopolitique du risque.

Nous aborderons ainsi les enjeux conceptuels et épistémologiques qui animent cette approche, pour ensuite identifier ses acteurs et leurs impacts sur la question du risque, et enfin réfléchir aux évolutions contemporaines de la géopolitique du risque, incontestablement marquée par le développement des nouvelles technologies.